

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 25 février au 10 mars 2013 – n°118

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

**L'alternative à l'austérité, on accélère ! Olivier Dartigolles, membre de la coordination nationale du PCF, fait le point sur la campagne et en décline les prochaines étapes.**

L'AVANT-PROJET DE LOI SUR L'ACCORD DIT DE « SÉCURISATION DE L'EMPLOI » VIENT D'ÊTRE PRÉSENTÉ. ON Y RETROUVE LES TERMES DE L'ACCORD MEDEF/CFDT ?

OLIVIER DARTIGOLLES : Oui. Comme annoncé par Hollande, Ayrault et Sapin, il s'agit d'une transcription fidèle de l'accord signé le 11 janvier. On constate même que les éléments les plus favorables au Medef, qui a de nouveau mis la pression en fin de semaine dernière, ont été retenus, ce qui aggrave encore davantage des dispositions figurant dans l'accord. Cela ne peut que conforter les décisions prises lors du 36e Congrès. Notre campagne « l'alternative à l'austérité, c'est possible » répond aux enjeux du moment. Certes, le calendrier est serré mais des forces se mobilisent pour refuser cette très grave régression des droits des salariés.

Alors que le gouvernement prépare l'opinion publique à un nouveau tour de vis, la montée en régime de notre campagne va toucher toutes celles et tous ceux, de plus en plus nombreux, qui s'interrogent sur l'orientation prise par la politique gouvernementale et n'acceptent plus l'austérité comme seule et unique réponse.

COMMENT INVERSER LA PRESSION FACE AU MEDEF ?

Les fortes mobilisations sociales contre les plans de licenciements dans l'industrie, l'annonce de la journée d'action unitaire de la CGT et de FO du 5 mars, soutenue par la FSU et Solidaires, le refus du recul des droits par des organisations d'avocats, de magistrats, les inquiétudes exprimées par des dirigeants mutualistes, l'annonce de la campagne du Front de gauche, le refus de députés socialistes, et d'un courant du PS, d'accepter la transcription du texte de l'accord en loi... tout cela converge et commence à faire bouger les lignes. Si François Hollande redécouvre aujourd'hui qu'on ne peut pas laisser faire les groupes qui ferment des sites de production et bloquent toute reprise et qu'il annonce un projet de loi en ce sens d'ici l'été, c'est qu'il mesure bien le climat actuel.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX RENDEZ-VOUS DE LA CAMPAGNE ?

O. D. : La priorité des prochaines semaines, c'est la mobilisation contre l'accord Medef/CFDT. Notre engagement militant doit à la fois permettre une campagne de vérité, de décryptage – avec le numéro spécial de l'HD, les argumentaires mis en ligne – et de contre-propositions. L'ensemble du matériel de communication sera disponible sur le site. Le 27 février à 13h, nous donnons rendez-vous devant le Sénat pour le vote de notre proposition de loi pour l'amnistie des syndicalistes. Le lendemain, le meeting unitaire à la Bellevilloise, à Paris, à l'initiative d'Attac/Copernic, permettra de mesurer le potentiel de rassemblement avec la participation de nombreux responsables associatifs, syndicaux et politiques. Pour le 5 mars, journée d'action syndicale, nous diffuserons un tract d'appel et de soutien. Nous proposons enfin un modèle de lettre pour interpeller les députés de gauche sur leur vote. Les actions et les différentes initiatives militantes des derniers jours montrent qu'il existe un climat favorable pour déployer notre campagne, lui donner un ancrage local et une visibilité nationale.

Fin mars, à quelques jours du vote à l'Assemblée nationale, quel sera l'état d'esprit de celles et ceux qui ont voulu le changement au printemps dernier ? Notre campagne vise à la mobilisation et à la combativité pour imposer des alternatives. Puis, début avril, les axes de campagne traiteront principalement des alternatives à l'austérité dans les services publics (logement, éducation, hôpital, collectivités territoriales).

Un meeting FG/PGE à Marseille le 4 avril proposera un temps fort sur la dimension européenne de la campagne. Nous voulons aussi, avec un matériel tiré nationalement, faire le lien entre la situation faite aux femmes qui subissent de plein fouet l'austérité. Je pense par exemple aux familles monoparentales. Enfin, il nous faut prendre appui sur l'actualité. A chaque fois que l'austérité se renforce (budget européen à la baisse, menace sur les allocations familiales, le pouvoir d'achat des retraités), c'est une question simple qui est posée : dans quelle société voulons-nous vivre ?

## Agenda

Réunions de soutien aux Roms  
les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique  
ensemble sur le quai de  
Chavoire pour montrer notre  
détermination à utiliser ce quai  
illégalement privatisé par  
quelques-uns

Lundi 25 février réunion Attac

Mardi 26 février à 20h30 à  
l'Agora Bonneville Ciné'UP :  
Habemus Papam

20H soirée sur les ondes à  
l'Alterlocal, 3 chemin des Grèves  
à Cran Gevrier

**Mercredi 27 février 19H  
Assemblée Citoyenne  
d'Anancy au Dersim**

Jeudi 28 février Réunion Chaîne  
Humaine contre les haines

Vendredi 1er mars de 19h à 20h  
à l'Agora Bonneville AG  
Université populaire

Samedi 2 mars 16H30 place  
Tochon Anancy Cercle du  
Silence

19H Cuisines du monde  
Accueillir l'Étranger MJC des  
Romaines 28 Avenue du stade  
Anancy

**Lundi 4 mars 19H Salle Pierre  
Lamy Anancy, débat CGT  
« Sécurisation du travail ou  
des profits » sur l'ANI cosigné  
par le patronat et certains  
syndicats**

**Mardi 5 mars 14H30 préfecture  
d'Anancy manifestation contre  
la flexibilité et l'austérité**

19H assemblée générale de  
l'association « Les Amis du Quai  
de Chavoire » Salle La Veyrière  
au sous-sol de l'école de Veyrier-  
du-Lac

Mercredi 6 mars 19H Repaire  
Là-bas si j'y suis Le Dersim –  
Meythet avec le Mouvement de  
la Paix

## Loi / amnistie : « Le 27 février au Sénat, l'amnistie doit être votée par toute la gauche »

Mercredi au Sénat, la majorité de gauche aura la possibilité de voter l'amnistie des infractions commises lors de conflits du travail, à l'occasion d'activités syndicales ou revendicatives dans l'entreprise ou au cours de manifestations.

Dans une tribune publiée ce jour dans le journal l'Humanité, les sénatrices et les sénateurs du groupe communiste, républicain et citoyen, déclarent : « il serait incompréhensible que, le 27 février, une seule voix de gauche manque pour que cette loi soit votée au sénat, puis à l'Assemblée nationale. Ainsi, des milliers de salariés et de citoyens pourront se dire qu'enfin, il est possible de se faire entendre par ce gouvernement ».

Il n'est donc question de « tordre le bras » à personne, l'heure n'est pas à l'affrontement, à la polémique, mais au rassemblement, à l'esprit de responsabilité et de solidarité. C'est dans l'intérêt des syndicalistes en lutte, du monde du travail, des salarié-e-s. C'est pour eux que nous voulons rassembler la majorité de gauche au sénat le 27 février.

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF

## Présidentielles à Chypre: La gauche européenne préoccupée par la victoire d'Anastasiades (PGE/PCF)

Nicos Anastasiades (DYSI) vient d'être élu Président de la République de Chypre, avec 57,5% des suffrages exprimés, contre 42,52% pour Stavros Malas, le candidat de gauche, soutenu par AKEL, Parti observateur du PGE.

Le Parti de la gauche européenne est très préoccupé par l'élection d'un président de droite, « homme de confiance » des dirigeants européens, à la tête de la République de Chypre.

Son manque de vision claire face à l'occupation militaire du nord de l'île par la Turquie, sa position pro-OTAN dans un espace géopolitique très tendu et sa soumission assumée aux injonctions de la troïka sont plus qu'inquiétants. Après la découverte l'année passée d'un important gisement de gaz naturel, la victoire d'une droite au service du patronat est un danger pour la souveraineté énergétique du peuple chypriote et le développement économique du pays.

Stavros Malas réalise un résultat significatif, malgré le chantage des ministres des finances de l'Eurozone sur le plan de « sauvetage » et le fait qu'aucune consigne de vote n'ait été donnée par les sociaux-démocrates (EDEK) de l'île au 2e tour. Une majorité des électeurs de gauche a cependant fait le choix de voter Malas, ce qui donnera de la force à une opposition, qui devra être fortement mobilisée pour protéger les chypriotes du pillage de leur pays.

Le Parti de la gauche européenne salue le Président sortant, le communiste Demetris Christofias, qui a tout fait, face à la crise, pour protéger les droits sociaux et la souveraineté du peuple chypriote.

Avec AKEL, le PGE continuera de se battre pour les droits des chypriotes dans une Europe des peuples, pour la paix et la sécurité dans la région, pour la réunification de l'île.

Pour le Parti de la gauche européenne, Parti Communiste Français,

## La politique familiale n'est pas une variable d'ajustement

Le gouvernement entraîné dans une spirale de toujours plus d'austérité, fait pression sur le Haut conseil à la famille avec comme objectif l'équilibre des comptes de la branche Famille. Nous apprenons avec consternation que les pistes de réflexion retenues pourraient être les suivantes : soit rendre imposables les prestations familiales, soit les rendre accessibles sous conditions de ressources. Le caractère universel, fondement même de la politique familiale, serait donc ainsi remis en cause.

L'avenir de la branche Famille est de fait menacé car le MEDEF, en embuscade, réclame depuis des années que son financement ne soit plus opéré par les cotisations sociales. Il est strictement impossible de prévoir un retour à l'équilibre des comptes de la branche Famille, tout en prévoyant d'accroître encore les exonérations patronales de cotisations, comme prévu dans l'Accord national interprofessionnel minoritaire du 11 janvier 2013. La politique familiale n'est pas une variable d'ajustement.

Le vrai courage politique n'est pas d'alourdir la fiscalité des foyers fiscaux via la politique familiale mais d'aller jusqu'au bout d'une justice sociale, en taxant les revenus financiers et en instituant la tranche à 75%

## Lettre de Titan à Montebourg : se protéger d'un capitalisme de vautours

Dans une lettre infamante adressée à Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, Maurice Taylor Jr., PDG du groupe américain Titan international, s'en prend aux salariés de l'usine Goodyear à Amiens-Nord. Un « syndicat fou », avec des « soi-disant ouvrier » qui « touchent des salaires élevés mais ne travaillent que trois heures ». Cette lamentable provocation, doublée d'une xénophobie assumée à l'encontre des salariés français, est révélatrice de la conception du "dialogue sociale" de l'industriel américain. Vilipendé à tort par nombre de commentateurs, la CGT avait donc bien raison de se méfier du candidat à la reprise soutenu par le gouvernement français.

Au lieu d'amuser la galerie à coup de repeneur bidon, l'heure est à demander des comptes à Goodyear qui a cessé d'investir dans l'usine depuis 2000 malgré de larges bénéfices. Plus que jamais, l'urgence commande une loi interdisant les licenciements et donnant des pouvoirs nouveaux aux salariés. En plus de maintenir l'emploi, elle aura un autre effet, celui de se protéger d'un capitalisme de vautours qu'incarne, jusqu'à la caricature, la multinationale américaine Titan.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Présidentielle & législatives  
2012

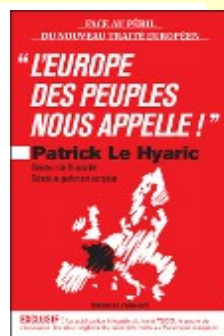
Le programme  
du Front de  
GAUCHE  
et de son candidat commun  
Jean-Luc Mélenchon

*L'humain  
d'abord*

**A lire**

**L'Humain d'abord,**  
programme du Front  
de Gauche.  
Demandez-le aux  
militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric,  
directeur de l'Humanité  
et député européen,  
décrypte les menaces  
du nouveau traité  
européen.





## Maroc : le verdict de la honte

Le Parti Communiste Français exprime sa plus vive indignation devant la condamnation à de très lourdes peines des 24 prisonniers politiques sahraouis. Neuf d'entre eux sont condamnés à perpétuité, les autres à des peines d'emprisonnement de 20 à 35 ans. Ce verdict, digne d'un procès colonial, jette, une fois encore, une lumière crue sur la réalité du régime marocain.

Son gouvernement veut faire un exemple, en confiant à un tribunal militaire, le soin de condamner des militants politiques sahraouis, qui font valoir leurs droits à l'autodétermination. Le pouvoir marocain compte-t-il ainsi briser l'esprit de résistance qui anime un peuple qui se bat depuis des années pour pouvoir décider librement de son avenir, comme le droit lui a été reconnu à maintes reprises par les Nations Unies.

Le gouvernement français peut-il continuer encore longtemps à fermer les yeux sur cette réalité et à s'isoler dans un inacceptable silence sur les violations des droits humains du Sahara Occidental occupé ? Le Parti communiste français réaffirme son soutien aux prisonniers politiques sahraouis, dont il demande la libération et réaffirme son engagement auprès du peuple sahraoui et du Polisario pour le respect de son droit à choisir librement son destin.

## La privation d'emploi conduit au drame

Ce matin à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, un chômeur en fin de droit a tenté de mettre fin à ses jours en s'immolant. La privation d'emploi et la déconsidération sociale conduisent à nouveau au drame. Comment une personne peut-elle se sentir exclue à un tel point qu'elle en vient à décider de mettre fin à ses jours ? Ce geste, impensable et inintelligible, est un cri d'effroi, un signal d'alarme terrible pour notre société.

Alors que la France n'a jamais été un pays aussi riche, les plans de licenciement chez Goodyear, Air France, Sanofi, PSA... se multiplient, les chiffres du chômage explosent, les chômeurs en fin de droits sont rayés des listes, on ne donne pas les moyens aux agents de Pôle emploi de mener à bien leurs missions de service public, et les politiques d'austérité, tant au niveau de l'État qu'au niveau des communes, limitent les possibilités d'interventions pour compenser la crise. Ce système marche sur la tête, les communistes veulent remettre l'Humain au centre des préoccupations ! La priorité doit être de donner à Pôle emploi les moyens humains et financiers lui permettant d'accompagner et de trouver un travail à tous les privés d'emplois.

La transposition, en l'état, dans la loi de l'ANI sur une prétendue « sécurisation de l'emploi » serait un mauvais signal adressé à tous les salariés, en facilitant les plans de licenciements, en démantelant le CDI ou en autorisant des accords de « compétitivité » au détriments des salariés. A cette précarisation accrue du travail, le Parti communiste oppose sa proposition de Sécurité d'Emploi et de Formation (SEF), qui permettrait à un salarié, tout au long de sa vie, qu'il soit en activité ou qu'il perde son emploi, de conserver ses droits sociaux, son salaire et de se former pour retrouver un emploi. Ce dispositif peut-être mis en œuvre, c'est une question de choix de société !

Pour éviter les drames comme celui de ce matin, ou d'il y a deux jours, permettons à toutes et tous de vivre dignement de leur travail.

Par Hervé Bramy, le 15 février 2013

## Voyage de Hollande en Grèce : « la solidarité, ce n'est pas participer aux privatisations »

Les propos tenus hier par le Président de la République française en voyage officiel en Grèce sont scandaleux. Pour un Président de gauche qui prétend vouloir réorienter l'Europe vers la solidarité, avant une grève générale dans un pays dévasté par l'austérité, faire le choix de s'exprimer devant le patronat grec et français plutôt que de chercher le dialogue avec les forces qui résistent au pillage de leur pays est une faute grave. Que valent les belles paroles sur la souffrance du peuple grec quand, au moment où le gouvernement Samaras annonce des privatisations, le Président français annonce que « les entreprises françaises seront prêtes à répondre aux appels d'offres » ? La situation en Grèce serait une aubaine pour développer le commerce extérieur de la France ? Elle devrait plutôt inciter le gouvernement français à ne pas suivre le chemin de l'austérité dans notre pays.

En Grèce, les coupes budgétaires et les privatisations ont déjà limité l'accès de tous à des services de qualité, baissé les salaires et dégradé les conditions de travail des salariés, jusqu'à créer des souffrances poussant aux gestes les plus ultimes. La Grèce traverse une très grave crise humanitaire. Des maladies que l'on croyait éradiquées, la faim, la grande pauvreté et l'exclusion y refont surface.

Un président de gauche ne doit pas se comporter ainsi mais soutenir les résistances et proposer des alternatives européennes permettant le développement des services publics et le redressement productif des pays européens. La solidarité, ce n'est pas participer aux privatisations.

Gilles Garnier, responsable Europe du PCF

**L'HUMANITÉ**  
**DIMANCHE**

N° 350 - DU 21 AU 27 FÉVRIER 2013

**ELECTIONS EN ITALIE**  
**CE QU'EN PENSENT LES OUVRIERS DE LA FIAT**  
REPORTAGE PAGE 68

**LE RAPPORT DES SALARIÉS AU TRAVAIL**  
UN SONDAGE EXCLUSIF « L'HUMANITÉ DIMANCHE » - HARRIS INTERACTIVE

**LES FRANÇAIS SOUS PRESSION... MAIS PAS DUPES !**

<b>69%</b> pensent qu'en cas de licenciement il leur serait difficile de retrouver un travail	<b>62%</b> jugent que les entreprises licencient pour augmenter leurs bénéfices	<b>63%</b> refusent toute baisse de salaire même pour trouver ou garder un emploi
--	--	--

**CGT, CFDT, FO, PS, PG, PCF RÉAGISSENT À NOTRE ENQUÊTE**

N° 350 - du 21 au 27 février 2013  
N 04837 - 360 - F 2,90 €

ANALYSE PAGE 14



France 2,50 euros, Guadeloupe, Martinique 4,00 euros.

**TV**  
TOUS LES PROGRAMMES DE LA SEMAINE

+ NOTRE SÉLECTION

**Pacte de compétitivité ou pacte de solidarité : il faut choisir !**

<http://www.jeunes-communistes.org/2013/02/22-wanted-d%C3%A9couvre-campagne-7361#.USt4NWfzAVQ>

Depuis les années 1990, l'offensive idéologique libérale a compliqué l'accès à l'emploi et à la formation. Les capitalistes divisent les travailleurs et cassent toute forme de mobilisations jusqu'à ce que disparaisse la moindre notion de stabilité et de collectif dans le rapport au travail. Ils ont ainsi fait des jeunes une catégorie à part, un laboratoire pour tester de nouvelles structurations, plus profitables pour les patrons et les actionnaires. C'est ainsi que nous sommes devenus une caste à laquelle il fallait inculquer le plus tôt possible que l'être humain était seul face et dans le travail et détruire toute envie de résistance, de revendications, de luttes, en usant au besoin de répression...

Pour mieux soumettre les jeunes, les capitalistes ont joué sur deux plans. En changeant les règles d'accès à l'emploi, ils ont dégradé les conditions d'insertion des nouveaux travailleurs, jeunes en majorité, et s'en sont ensuite servis de prétexte pour faire des jeunes « un problème ». S'en suit toute une série de nouveaux contrats nous éloignant du droit qui nous avions en commun avec nos aînés et la soumission à des contrats arriérés : TIC, CAE, emplois jeunes, etc., à chaque gouvernement son « contrat précaire jeune » ! Ainsi, les chiffres du chômage ont grimpé en flèche, permettant ainsi aux employeurs de continuer leur chantage.

En 2008, la crise économique a eu un effet d'aubaine. En effet, elle a permis de justifier la mise en œuvre de toujours plus de dérégulation du travail et de contrats précaires en particulier pour les jeunes. Aujourd'hui, la troïka, (l'alliance composée des marchés financiers et du grand patronat du Medef), lance une nouvelle offensive. Celle-ci orchestre à l'échelon européen de nouvelles attaques contre le droit du travail et la protection des travailleurs. Les soi-disant « accords » imposés par le MEDEF et syndicats de travailleurs sur la sécurisation de l'emploi vont être au cœur des enjeux : le patronat veut un recul sans précédent du droit social et une baisse de ce qu'il appelle « le coût du travail. » Cette offensive nous touche en premier lieu. Non seulement elle s'inscrit dans une longue attaque contre le salariat dont les jeunes sont les premières cibles pour « flexibiliser » donc accroître l'exploitation et la mise en concurrence des travailleurs, mais elle est aussi au cœur de la lutte des classes et des rapports de dominations.. Maryse Dumas de la CGT nous disait : « Historiquement, trois facteurs rendaient la France attractive aux investissements : la qualité du travail et le niveau de qualification, la santé des salariés, les infrastructures collectives et de service public. Qu'en est-il aujourd'hui ? La flexibilité n'améliore pas la compétitivité du pays, elle la compromet ! »

Face à ces offensives continues, les jeunes communistes entendent bien rétablir la vérité et la justice :

Ce ne sont pas les travailleurs qui « coûtent cher », ils sont au contraire à la base de la production des richesses, des biens et des connaissances. En revanche, ce sont les patrons qui n'ont fait que s'engraisser continuellement alors les richesses produites et nos besoins n'ont jamais été aussi importants. L'argent qu'ils empochent, est confisqué à la sécurité sociale, aux retraites, aux services public, et même aux investissements dans les entreprises, c'est ce qui cause tout ce chômage !

A la loi du tout profit qui broie nos vies, nous voulons opposer une société où chacun peut construire son projet personnel, avoir accès à l'enseignement et à l'emploi dans la sécurité, avoir le droit à l'orientation, avoir le temps et les moyens de ses loisirs. C'est possible et c'est juste !

C'est pourquoi les jeunes communistes lancent dès aujourd'hui la première phase de leur bataille autour de ce patronat-voyou, qui n'a que le profit en tête, les licenciements comme méthode, et la baisse de nos salaires à la bouche. Découvre et suis pas à pas notre campagne. N'hésite pas à te renseigner, et pourquoi pas, à nous soutenir et nous rejoindre ?

**WANTED**  
**Liliane Bettencourt L'Oréal**

**15 300 000 000 €**

**900 000 ANNÉES DE SMIC**

**TROP C'EST TROP!**

[www.revolution.fr](http://www.revolution.fr)

JC



## Interview de Nordine Idir: «Il faut continuer à attaquer les discours tout faits du FN»

[http://www.jeunes-communistes.org/2013/02/17-interview-nordine-idir-%C2%ABil-faut-continuer-attaquer-discours-tout-faits-fn%C2%BB-7296#.USt5\\_WfzAVQ](http://www.jeunes-communistes.org/2013/02/17-interview-nordine-idir-%C2%ABil-faut-continuer-attaquer-discours-tout-faits-fn%C2%BB-7296#.USt5_WfzAVQ)

Par Nordine Idir, le 17 février 2013

Interview publiée dans l'Humanité.

A l'occasion de la convention « Décrypter, Mobiliser, Combattre » l'extrême droite, initiée par les jeunes socialistes, Juliette Marie (22 ans), Naïm Sakhi (18 ans) et Maxence Maillard (18 ans) ont rencontré Nordine Idir. Le secrétaire national du Mouvement des Jeunes Communistes de France fait le point sur le combat contre le Front National et l'extrême droite.

Nordine, que penses-tu du fait que le MJS organise un colloque sur l'extrême droite ?

Nordine Idir. « Nous sommes intéressés que les jeunes socialistes se préoccupent de la question, tout comme nous. Nous sommes très heureux que les autres organisations de gauche travaillent à combattre l'extrême droite, même si elle a été battue aux dernières élections. C'est très important vu la période, après 10 années de droite et de sarkozisme qui ont banalisé les idées de l'extrême droite. Même si le FN a été battu, Marine Le Pen a quand même fait un très bon score à la présidentielle 2012. Il faut rester mobiliser pour faire reculer ces idées-là. »

Es-tu satisfait que les Jeunes Socialistes invitent l'ensemble de la gauche à débattre et proposent une sorte de « Front anti-FN ? »

Nordine Idir. « Nous sommes satisfaits parce qu'il faut réunir l'ensemble des forces de gauche pour lutter contre l'extrême droite. Cependant, il faut aller bien au-delà et s'adresser aux citoyens qui ne sont pas organisés. Mais si on peut être un point d'appui, nous répondrons présent. »

Que faudrait-il faire pour faire reculer le FN et l'extrême droite ?

Nordine Idir. « Je pense que la première démarche, c'est ce que l'on a initié l'an dernier avec la campagne du Front De Gauche ou l'on a attaqué les discours tout faits du FN sur l'immigration, le travail ... Ils se prétendent défenseurs des travailleurs alors qu'ils sont contre le droit de grève, contre les syndicats. Cela a été efficace mais ne suffit pas. Il faut être sur le terrain régulièrement et ne pas laisser le FN s'installer.

Il faut également que le gouvernement change de cap, un gouvernement de gauche qui pratique l'austérité et continue la casse des services publics, contribue au repli sur soi, aux inégalités, à la division, fertilise le terreau de l'extrême droite. Il faut donc rompre avec cette austérité et aller sur une politique de défense des travailleurs, des chômeurs, des jeunes, les femmes, les immigrés. Nous devons garantir du travail pour tous en s'attaquant aux richesses du patronat ».

Tu as parlé du gouvernement, penses-tu que le discours de certains ministres comme Manuel Valls qui parle de « fascisme islamiste » comme principale menace pour la France contribue à la progression du FN et de l'extrême droite ?

Nordine Idir. « Nous sommes choqués par ce type de discours. Ce ne sont que des raccourcis de situations beaucoup plus complexes. Quand Manuel Valls parle de « fascisme islamiste », il faut voir tout ce qu'il y a derrière c'est-à-dire la théorie du choc des civilisations, d'affrontements entre communautés religieuses. Cela n'est pas notre vision et j'espère que nous ne sommes pas les seuls à le penser à gauche. Sur les questions de droit de vote des immigrants étrangers, de régularisation des sans papiers, sur les questions économiques et sociales et sécuritaire, nous voulons une vraie rupture avec ce qu'a fait la droite, ce que ne fait pas le gouvernement. Nous pensons que ce n'est pas la répression la solution, mais la prévention, et c'est comme cela que nous ferons reculer l'extrême droite. Nous mènerons le débat pour convaincre l'ensemble de la société et notamment le gouvernement parce qu'il ne faut jamais reculer face à l'extrême droite. »

Enfin pour terminer, peut-on entretenir un dialogue entre les adhérents du FN et/ou ses électeurs ? A quelles conditions ?

Nordine Idir. « Il ne faut pas poser le débat comme cela. Les adhérents je n'ai rien leur dire. Ils proposent un projet de société plus qu'inégalitaire, raciste et xénophobe. Nous avons vocation à détruire leur discours. Pour les électeurs, il ne faut pas banaliser ce vote là, dire que ce sont des électeurs comme les autres. En revanche, il faut s'attaquer aux vrais problèmes de ce pays : s'attaquer aux richesses qui sont accaparées par une minorité pour mettre en place des systèmes de solidarités, des préventions contre l'homophobie, le racisme, et ça passe par l'éducation. Il ne faut banaliser ni les adhérents, car ce n'est pas un parti démocratique et républicain, ni les électeurs qu'il faut convaincre que les vrais problèmes de ce pays ce ne sont pas ceux soulevés par le FN ».



**Les liens pour lire les argumentaires réalisés par le PCF afin de montrer à tous le vrai visage du Front National**

- Argumentaire court en 8 fiches  
[http://www.pcf.fr/sites/default/files/argumentaire\\_court\\_pages\\_a\\_la\\_suite.pdf](http://www.pcf.fr/sites/default/files/argumentaire_court_pages_a_la_suite.pdf)

- Argumentaire long en 16 pages  
[http://www.pcf.fr/sites/default/files/argumentaire\\_long.pdf](http://www.pcf.fr/sites/default/files/argumentaire_long.pdf)

## Nouvelle loi, nouvelles galères

<http://www.etudiants-communistes.org/2013/02/21-nouvelle-loi-nouvelles-gal%C3%A8res-7353#.USuCi2fzAVQ>

Le ministère présentait lundi et mardi sa nouvelle loi pour l'enseignement supérieur aux délibérations du CNESER. Geneviève Fioraso comptait peut-être sur les bravos de la communauté universitaire : c'est raté. Loin de répondre aux exigences de la période, le projet législatif continue mollement sur la lancée des gouvernements Sarkozy. Valérie Pécresse, dans le cadre des pôles de recherche et d'enseignement supérieur, prétendait mettre les universités et les territoires en concurrence les uns avec les autres, au grand détriment de la qualité de l'enseignement et de la recherche... Et surtout au grand détriment des étudiants, des personnels et des enseignants. Geneviève Fioraso change la lettre pour garder l'esprit, avec la construction de « communautés d'universités » à vocation concurrentielle. De même, les personnalités extérieures, généralement des chefs d'entreprise, installées par Sarkozy dans les Conseils d'Administration des facs pour soumettre l'enseignement et la recherche aux intérêts privés, voient leur rôle renforcé. Les déclarations de la ministre concernant la « grande » réforme du système d'aides sociales, à moyens constants et au détriment de la demi-part fiscale dont jouissent les familles des étudiants, ferait sourire si le quotidien de centaines de milliers d'étudiants n'était pas en jeu.

Le gouvernement ne répond pas aux attentes des étudiants et de la communauté universitaire. Face à la galère généralisée qui règne sur les campus, nous demandons la mise en œuvre d'un véritable statut social, garantissant l'accès au logement, à la santé, à une allocation d'études pour tous. Face aux dizaines de milliers d'emplois précaires dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche, la ministre refuse d'entendre parler d'un véritable travail de titularisation, et propose quelques CDI pour quelques rares élus. Face aux conséquences budgétaires de la loi LRU, qui a mis 12 universités en faillite en 2013, il n'est pas question pour Fioraso, ni de proposer des perspectives budgétaires, ni de revenir sur les orientations qui ont conduit à ce désastre.

Les étudiants communistes s'associent à l'appel lancé le 18 février par les personnels et étudiants de l'enseignement supérieur<sup>1</sup>, et appellent à rejoindre les cortèges de l'éducation nationale le 28 février. Nous ne laisserons pas démanteler nos universités pour les profits de quelques marchands du temple !

<sup>1</sup> <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article5948>

## École : la question des rythmes masque la question des moyens. De l'argent pour l'école et NON pour la guerre !

<http://www.pcf-smh.fr/L-Ecole-la-question-des-rythmes.html>

En 2007/2008, nous nous sommes engagés contre la « réforme » du ministre Darcos établissant la journée de 4 jours.

La question des « rythmes scolaires » a servi de couverture à la politique de diminution des moyens et de l'offre d'enseignement, notamment la suppression massive de postes.

L'abandon des cours le samedi matin, moment privilégié de la rencontre entre enseignants et parents, avait aussi pour but de céder au lobby de l'industrie du tourisme aux dépens des élèves.

Les activités périscolaires, plus ou moins sous-traitées selon les moyens des communes, allaient être de qualité pédagogique et d'accès inégaux. Cela s'est confirmé.

Les postes détruits, d'enseignant, de remplaçant, de personnel technique, n'ont pas été recréés. Les établissements sont mis au régime sec par l'austérité nationale. Les conditions de travail et de rémunération se sont dégradées encore depuis 2008.

La question des rythmes ne doit pas dissimuler l'importance :

- de la maternelle et la scolarisation des enfants de moins de 3 ans.
- des classes de soutien, les martinérois attendent toujours que l'espace « Passerelle » rouvre.
- des effectifs dans les classes et en particulier dans les quartiers populaires.

Ces questions sont liées aux nombres d'enseignants et donc au nombre d'élèves par classe. Voilà les questions qui sont centrales pour les communistes.

Elles ne doivent pas être masquées par les « débats de spécialistes » (parfois intéressants) sur les rythmes scolaires.

Prenons les choses dans l'ordre, le nombre d'enseignants doit augmenter, les moyens donnés à l'école aussi, le nombre d'élèves par classe doit diminuer pour une meilleure ambiance, une meilleure écoute, un meilleur accompagnement et une meilleure école !

Le retour à la semaine de 4,5 jours ne peut se faire sans tenir compte de cette situation face au surcroît de travail et de coût pour les établissements, pour les personnels et pour les familles.

Par ailleurs, école le mercredi matin et école le samedi matin, ce n'est pas pareil et ce n'est pas pareil pour tout le monde, en matière de ramassage, de cantine, de charges sur les budgets des communes (350 000€ supplémentaire pour le budget d'une commune comme Saint-Martin-d'Hères)...

L'éducation nationale doit rester une question nationale ! L'état doit donner les moyens, tous les moyens, pour l'école afin qu'elle soit l'école pour tous et une école avec des moyens partout en France. L'école ne doit pas dépendre des moyens des collectivités locales.

De l'argent pour l'éducation nationale, l'hôpital et tous les services publics et non pour la guerre.

## Bulgarie : le gouvernement démissionne sous la pression de la rue

<http://www.humanite.fr/monde/bulgarie-le-gouvernement-demissionne-sous-la-press-515880>

Le Parlement bulgare a accepté jeudi la démission du gouvernement du très libéral Boïko Borissov après une série de manifestations contre la hausse du prix de l'électricité et la pauvreté, ce qui devrait ouvrir la voie à des élections anticipées

"Nous nous excusons auprès des Bulgares qui n'ont pas eu la politique qu'ils espéraient, mais nous avons fait tout notre possible pour sauvegarder la stabilité financière", a déclaré Tsvetan Tsvetanov, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur. La démission a été approuvée par tous les partis parlementaires. Elle ouvre la voie à des élections législatives anticipées au printemps prochain, alors qu'initialement la législature arrivait à son terme en juillet. Les partis parlementaires doivent confirmer dans les prochains jours auprès du chef de l'État, le président Rossen Plevneliev, leur refus déjà exprimé de constituer un gouvernement, ceci afin de lui permettre de former un gouvernement intérimaire d'experts chargé de l'expédition des affaires courantes et de l'organisation d'élections législatives à la fin avril ou au début mai.

Le pays "est proche d'un effondrement économique. Le chômage est énorme (...), des monopoles règnent dans chaque secteur" de l'économie, a lancé Sergueï Stanichev, président du parti socialiste (PSB), principale force d'opposition. Pendant dix jours, des milliers de personnes, issues de groupes civils, avaient manifesté à Sofia et d'autres villes, d'abord contre les factures élevées d'électricité, puis contre la pauvreté, le chômage et le gouvernement. Les rassemblements ont dégénéré en début de semaine et des dizaines de manifestants et de policiers ont été blessés au cours de heurts violents. Le limogeage, lundi, du ministre des Finances, Simeon Djankov, qui incarnait la politique d'austérité actuellement mise en œuvre en Bulgarie, n'aura pas calmé les manifestants.

Selon un sondage de Gallup publié jeudi, 92% des Bulgares interrogés soutiennent les manifestations, même si 84% n'y ont pas participé. Les manifestants réclament, entre autres, une "nationalisation" des "monopoles" dont les trois sociétés de distribution d'énergie qui se partagent le territoire bulgare: l'autrichienne EVN et les tchèques CEZ et Enero Pro. La Commission européenne a déjà épinglé Sofia pour son retard dans la libéralisation du marché de l'énergie.

Dans un sondage publié mercredi soir par la présidente de l'institut Alpha Research, Boriana Dimitrova, 89% des Bulgares interrogés sont mécontents "des prix imposés par les monopoles" de l'énergie "et de leurs revenus bas". Mais 21% seulement voulaient la démission du gouvernement. La Bulgarie est le pays le plus pauvre de l'Union européenne (UE), avec un salaire mensuel moyen de 400 euros et une retraite moyenne à 150 euros. Le pays maintient toutefois une stabilité macro-économique grâce à un mécanisme d'austérité, le directoire financier, dans le cadre duquel la devise nationale, le lev, est rattachée à l'euro. "Les nouvelles factures d'électricité et de chauffage ont fait découvrir à plus de 500.000 Bulgares qu'ils étaient déclassés: ils n'ont plus les moyens d'utiliser leur voiture, ni d'acheter des médicaments

à leurs parents, ni de payer des leçons d'anglais à leurs enfants", souligne le politologue de Gallup, Andrey Raytchev.

Selon l'analyste Tsvetozar Tomov, président de l'institut sociologique Scala, "la tâche principale du prochain gouvernement sera de rompre les liens du pouvoir avec l'économie grise et les monopoles". "La Bulgarie ne peut plus être gouvernée par les oligarques, sinon ce pays ne peut pas exister au sein de l'UE". "Un changement est imminent", "parce que nous avons touché le fond", assure-t-il.

## Cuba : Raul Castro réélu Président pour un dernier mandat

[http://www.editoweb.eu/nicolas\\_maury/Cuba-Raul-Castro-reelu-President-pour-un-dernier-mandat\\_a6127.html](http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Cuba-Raul-Castro-reelu-President-pour-un-dernier-mandat_a6127.html)

Le président Raul Castro a été reconduit ce lundi 25 février pour cinq ans à la tête de Cuba. Un nouveau numéro deux, Miguel Diaz-Canel, 52 ans, a été nommé. Une étape pour le transfert du pouvoir aux plus jeunes générations. La relève générationnelle « a commencé » et c'est « un processus qui doit se poursuivre durant ce quinquennat », a affirmé Raul Castro qui se retirera en 2018. Raul Castro a été reconduit à la présidence de Cuba par l'Assemblée nationale pour un deuxième et dernier mandat. Le frère de Fidel Castro a annoncé qu'il se retirerait en 2018. Le transfert du pouvoir aux nouvelles générations « a commencé ». Pour preuve, la nomination surprise de Miguel Diaz-Canel, 52 ans, au poste de vice-président du Conseil d'état.

Une nomination qui « représente un pas définitif dans la configuration de la future direction du pays, à travers un transfert en douceur et ordonné des charges du pouvoir aux nouvelles générations », a assuré Raul Castro en clôture de la séance inaugurale de la nouvelle Assemblée nationale.

Ce processus doit se dérouler « de manière ininterrompue et avec prévision, afin d'éviter que se répète une situation où vient à manquer une réserve de cadres bien préparés », a-t-il ajouté. « La relève des dirigeants constitue un processus naturel et systématique », a-t-il insisté. L'Assemblée nationale cubaine a élu dimanche les 31 membres du Conseil d'État, organe suprême de l'exécutif cubain, dont 17 sont nouveaux, avec une moyenne d'âge de 57 ans.

Raul Castro a par ailleurs confirmé la poursuite des réformes qu'il a lancées ces dernières années, visant une « actualisation » du modèle économique cubain. « J'ai été élu pour défendre, maintenir et poursuivre le perfectionnement du socialisme, non pour le détruire », a-t-il affirmé. « Nous continuerons à le faire, doucement mais sûrement, les pieds sur terre ». Les réformes doivent créer « une société moins égalitaire, mais plus juste », a-t-il poursuivi en soulignant qu'il fallait « dépasser la barrière de l'immobilisme et les mentalités obsolètes pour défaire les nœuds qui freinent le développement des forces productrices ».





## **Paraguay : le PCF condamne les crimes commis contre le mouvement paysan**

Benjamin Toto Lezcano, dirigeant paysan, vient d'être assassiné au Paraguay.

Tandis que de larges étendues de terre arable sont entre les mains d'une bourgeoisie rurale qui, alliée à la droite, a commis le coup d'État contre le président Fernando Lugo, cet assassinat est un nouvel acte meurtrier contre les animateurs des luttes pour une réforme agraire au Paraguay.

Cette vague de violences s'inscrit dans une stratégie qui vise à décapiter le mouvement paysan. Elle montre avec clarté les vrais responsables du massacre qui a coûté la vie à 11 paysans en juin 2012 et qui a servi de prétexte à la droite pour demander la destitution du président élu.

C'est dans ce climat de répression et de violence que les forces progressistes doivent mener campagne en vue de l'élection présidentielle d'avril.

Alors que les pays membres de l'Union des nations de l'Amérique du sud (UNASUR) le refusent, le gouvernement français s'est empressé de reconnaître la légitimité du gouvernement issu du coup de force de juin 2012 en recevant sans réserves l'ambassadeur envoyé par Asuncion.

La visite du ministre des Affaires étrangères du gouvernement putschiste annoncée pour le mois prochain devra être l'occasion de condamner fermement ce régime. La France ne peut pas rester indifférente devant les crimes commis contre des résistants désarmés.

Le PCF exprime toute sa solidarité avec les forces de gauche, les démocrates et avec le peuple paraguayen. Il exprime sa plus vive préoccupation quant aux conditions peu propices d'expression démocratique du peuple paraguayen. Il condamne ces assassinats et l'impunité accordée de fait aux responsables de tels crimes.

## **Tunisie: Chokri Belaïd, haut responsable de l'opposition communiste abattu**

Chokri Belaïd, l'un des responsables de l'opposition communiste laïque en Tunisie, a été assassiné par balles ce mercredi matin, a indiqué son frère à l'AFP, alors que les violences politiques s'aggravent deux ans après la révolution.

Selon l'épouse de l'opposant, s'exprimant à la radio Mosaique, il a été touché par plusieurs balles alors qu'il sortait de chez lui, à El Menzah 6 à Tunis, pour rejoindre son lieu de travail. Selon la radio tunisienne Shems, Chokri Belaïd a été atteint au niveau du cou et de la tête. Il a été transféré à une clinique à Ennasr, où il a succombé à ses blessures. «Chokri Belaïd a été assassiné de 4 balles tirées dans la tête et dans la poitrine devant son domicile», a pour sa part déclaré à Reuters Ziad Lakhder, l'un des responsables du Front populaire. «C'est un triste jour pour la Tunisie», a-t-il ajouté.

Son frère accuse le parti islamiste Ennahda d'être responsable du meurtre «Mon frère a été assassiné, je suis plus que désespéré et déprimé», a indiqué à Abdelmajid Belaïd. Il a immédiatement accusé le parti islamiste Ennahda, qui dirige le gouvernement tunisien, d'être responsable du meurtre. «J'emmerde tout le mouvement Ennahda et j'accuse (son chef) Rached Ghannouchi d'avoir fait assassiner mon frère», a-t-il déclaré, sans plus d'explication.

La veille de sa mort, il avait dénoncé la stratégie de la violence d'Ennahda

Chokri Belaïd, figure de l'opposition de gauche communiste et critique acerbe du gouvernement actuel, avait rejoint le Front populaire, constitué de douze partis politiques et associations de gauche, communiste, socialiste, panarabiste et écologistes, ainsi que de nombreux intellectuels indépendants. Chokri Belaïd était le secrétaire général d'une de ses composantes, le Mouvement des patriotes démocrates. Le Front populaire est l'un des principaux adversaires politiques du gouvernement dominé par les islamistes d'Ennahda, vainqueurs des élections législatives organisées après le renversement de Ben Ali en janvier 2011.

Chokri Belaïd avait à de nombreuses reprises critiqué la montée de la violence en Tunisie, et à la veille de sa mort, avait dénoncé une stratégie de la part d'Ennahda. La Tunisie a vu se multiplier les violences sociales et politiques ces derniers mois. Plusieurs partis d'opposition et des syndicalistes ont accusé des milices pro-islamistes d'orchestrer des heurts ou des attaques contre les opposants ou leurs bureaux.

Le Front populaire ou Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution est une coalition politique tunisienne regroupant douze partis politiques et associations de gauche, communiste, socialiste, panarabiste et écologistes, ainsi que de nombreux intellectuels indépendants.

Après la révolution tunisienne de 2011 qui aboutit au départ du président Zine el-Abidine Ben Ali et à l'élection d'une assemblée constituante qui porte les islamistes d'Ennahda et leurs alliés au pouvoir (troïka), le paysage politique de la Tunisie se transforme : Béji Caïd Essebsi, ancien Premier ministre du deuxième gouvernement de transition, fonde un parti, l'Appel de la Tunisie, qui rassemble des représentants de la bourgeoisie, des hauts cadres et des personnalités du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) de Ben Ali, dissous après la révolution.

Ce nouveau parti, considéré par certains comme le recyclage du RCD, arrive pourtant à trouver des alliés auprès de certains partis centristes et de droite, pour la plupart issus de l'éclatement de l'ancien régime et à attirer la sympathie de près de 20% des Tunisiens selon de premiers sondages, juste derrière Ennahda, au nom de la logique « Tout sauf les islamistes ».

Ces faits donnent au paysage politique une réalité bipolaire que les partis de gauche tentent de briser en créant le Front populaire afin de donner aux Tunisiens un choix autre que les islamistes au pouvoir et l'Appel de la Tunisie et ses alliés, allant davantage dans le sens des revendications sociales de la révolution. Le Front Populaire est fondé le 7 octobre 2012 ; son porte-parole est Hamma Hammami. Les partis membres:

- Parti des travailleurs tunisiens de Hamma Hammami (ex-PCOT / Marxiste Léniniste)
- Parti du travail patriotique et démocratique, aile menée par Mohamed Jmour (se revendique du socialisme scientifique)
- Mouvement des patriotes démocrates de Chokri Belaïd (marxisme panarabique)
- Patriotes démocrates (Watad) de Jamel Lazhar
- Parti de la lutte progressiste de Mohamed Lassoued
- Ligue de la gauche ouvrière de Jalel Ben Brik Zoghلامي, trotskiste
- Parti populaire pour la liberté et le progrès de Jelloul Azzouna, socialiste
- Front populaire unioniste d'Amor Mejri, panarabe marxiste
- Mouvement du peuple de Mohamed Brahmi, nationaliste arabe nassérien
- Mouvement Baath d'Othmen Bel Haj Amor, nationaliste arabe baasiste
- Parti d'avant-garde arabe démocratique de Kheireddine Souabni, nationaliste arabe baasiste
- Tunisie verte d'Abdelkader Zitouni, écologiste